



Direction générale de la cohésion sociale  
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 13 décembre 2018

## À la une

L'**Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales** (ONDRP) vient de diffuser l'enquête annuelle de victimation, ou enquête « Cadre de vie et sécurité », « [Victimation 2017 et perceptions de la sécurité](#) ». Cette étude est conduite par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et l'ONDRP, en collaboration avec le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) du ministère de l'Intérieur. Chaque année, 16 000 ménages et individus âgés d'au moins 14 ans sont interrogés sur les infractions dont ils ont pu être victimes, que celles-ci aient fait l'objet ou pas d'une plainte. L'étude relève une augmentation du nombre de victimes de violences sexuelles (265 000 cas en 2017 contre 173 000 en 2016) qui s'inscrit dans le sillage du mouvement de libération de la parole des femmes. Signalons également *La Note de l'ONDRP* n° 28



(novembre 2018) intitulée « [Le dépôt de plainte des victimes de violences sur le lieu de travail ou d'études](#) ». Basée sur les enquêtes « Cadre de vie et sécurité » de 2008 à 2017, l'étude montre que 21 % des personnes s'étant déclarées victimes de violences physiques, verbales et/ou sexuelles l'ont été sur leur lieu de travail ou d'études. Seules 7 % d'entre elles ont déposé plainte. Des facteurs socio-démographiques et circonstanciels semblent influencer sur ce comportement de plainte. Les femmes victimes de ces violences ont, toutes choses égales par ailleurs, 1,4 fois moins de chances de déposer plainte qu'un homme : 6 % d'entre elles ont déposé plainte contre 8 % des hommes.

## Action gouvernementale

Le 27 novembre, le **ministre de l'Intérieur** a diffusé aux préfet-es une [instruction relative à la prévention et à la lutte contre les violences faites aux femmes](#).

L'objet de cette instruction est d'informer les préfet-es de la mise en place du portail de signalement en ligne des violences sexuelles et sexistes (veille du 30 novembre) qui permettra aux victimes d'échanger avec des policiers et des gendarmes spécialement formés, grâce à un outil de type « chat ». Sa finalité est de faciliter l'accompagnement des victimes dans leurs premières démarches, tant sociales que judiciaires. Par ailleurs, cette instruction a également pour



objet de constituer un réseau territorial des référent-es « violences faites aux femmes » qui sera animé par le secrétaire général, haut fonctionnaire pour l'égalité des droits. A cet effet, chaque préfet doit nommer au sein du corps préfectoral son ou sa référent-e « violences faites aux femmes ». Ce réseau permettra d'améliorer le suivi des actions menées au plan local, de mieux échanger et de mutualiser les bonnes pratiques. Rappelons que le 27 novembre, Marlène SCHIAPPA, Christophe CASTANER et Nicole BELLOUBET ont inauguré la plateforme de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. [Une revue de presse sur les réseaux sociaux a été mise en ligne à cette occasion sur notre site](#).

## Parlement

Dès le début de la session 2017-2018, la délégation aux droits des femmes, soucieuse d'inscrire son programme de travail dans les commémorations du Centenaire de la guerre de 14-18, a décidé de consacrer son colloque annuel au thème des femmes dans la Grande Guerre (veilles des 2 juillet et 7 septembre). Le 29 novembre, le **Sénat** a mis en ligne les « [Actes du colloque du 18 octobre 2018 - Les femmes pendant la Grande Guerre](#) ». Au cours de cette manifestation, la délégation a fait appel à des spécialistes aux profils divers - universitaires, chercheurs, enseignants, responsables de musées - auxquels se sont jointes quatre femmes militaires - pilote de chasse, officier de l'Armée de terre, officier et sous-officier du Service de santé. La délégation se réjouit d'avoir, par ce colloque, contribué à rendre visible le courage dont tant de femmes ont fait preuve pendant ces quatre années terribles.

La mission commune d'information sur les politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles susceptibles d'être commises par des personnes en contact avec des mineurs dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions a été constituée au **Sénat**. Elle a entamé ses travaux et a ouvert un espace participatif. [Retrouver le communiqué sur le site du Sénat.](#)

Signalons qu'une proposition de loi Michel CANEVET [visant à modifier l'appellation Relais assistants maternels en Relais petite enfance et à en préciser le champ de compétence](#) a été déposée au **Sénat** le 20 novembre 2018.

## Haut Conseil à l'Égalité

Le 5 décembre, le **Haut Conseil à l'Égalité** (HCE) a diffusé un communiqué titré « [Rapport des collectivités en matière d'égalité femmes-hommes : faire appliquer la loi pour faire vivre l'égalité partout](#) ». Alors qu'ont lieu, en cette fin d'année dans toutes les collectivités territoriales, les débats d'orientation budgétaire, le HCE publie en effet une étude sur les rapports égalité femmes-hommes des collectivités, prévus par la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (article 61) ». Le HCE souhaite rappeler que la loi du 4 août 2014 doit être appliquée partout et qu'il est de la responsabilité de l'État de veiller à ce qu'elle le soit.



À l'occasion de la journée des droits humains, le **Haut Conseil à l'Égalité** a rendu public son « [Rapport final d'évaluation du plan d'action français « Femmes, Paix et Sécurité » \(2015-2018\)](#) ». Le HCE formule seize recommandations pour intensifier les efforts en vue d'une mise en œuvre effective des résolutions onusiennes. Selon Danielle BOUSQUET, la présidente du HCE : « Les questions de guerre et de paix ne sont pas qu'affaires d'hommes. Les femmes paient un lourd tribut pendant et après les conflits. Elles doivent être protégées, notamment des violences sexuelles, et trouver leur place autour des tables de négociations. »

À noter qu'après avoir publié près d'une cinquantaine de travaux, le **Haut Conseil à l'Égalité** entre les femmes et les hommes souhaite recueillir des témoignages sur l'utilité de son expertise. Retrouver l'appel à témoignages « [Les travaux du HCE vous ont été utiles ? Faites-le nous savoir !](#) » sur le site du Haut Conseil. Réponses avant le 4 janvier !



## Hommage



La Marche mondiale des femmes (MMF) a annoncé avec une grande tristesse la mort de Nelly TRUMEL le 3 décembre 2018. « Militante féministe et anarchiste, artiste peintre (son art est essentiellement orienté vers la représentation de natures mortes), photographe, et femme adorable », Nelly TRUMEL s'était engagée dans le mouvement féministe, au Collectif national pour les droits des femmes, puis dans Les Chiennes de garde, elle était adhérente à la Marche mondiale des femmes depuis son tout début en 2000. On se souvient de l'émission « Femmes

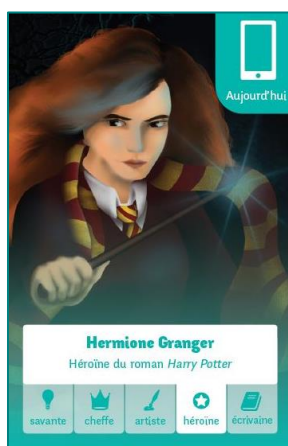
libres » qu'elle a animée sur *Radio Libertaire* de 1986 à 2013 et de ses montages de photographies de manifestations féministes. Les archives de Nelly TRUMEL sont déposées à l'université d'Angers au Centre des archives du féminisme.

## Associations

En voiture Simone ! Le **Centre audiovisuel Simone de Beauvoir** [lance un appel pour défendre, enrichir le patrimoine audiovisuel et poursuivre ses actions d'éducation à l'image](#). Le Centre propose de participer avec des dons spécifiques pour « offrir une séance de cinéma aux femmes détenues de Fleury-Merogis ; marrainer ou parrainer la restauration d'un film féministe à sauvegarder ; financer un atelier de décryptage des stéréotypes sexués avec des jeunes en temps et hors temps scolaire »...



Le **Laboratoire de l'égalité** a publié une tribune « [En entreprise, un nouvel indice pour augmenter les salaires des femmes ?](#) » (*Libération*, le 28 novembre). « Le gouvernement souhaite contraindre les entreprises à corriger les inégalités salariales entre hommes et femmes avec la mise en place d'un index de l'égalité » (veille du 30 novembre). « Reste à le faire respecter », souligne l'association.



Au risque de désespérer l'une de nos fidèles lectrices, il y a longtemps que nous n'avions évoqué dans ces pages Emma WATSON, ambassadrice d'ONU Femmes ! Nous trouvons l'occasion avec le nouveau jeu lancé par le **Centre Hubertine Auclert (CHA)**. En effet, après le jeu de chronologie « Les Femmes sortent de l'ombre » (veille du 22 décembre 2017), le CHA continue son exploration - et la mise en lumière - des femmes dans l'Histoire à travers un jeu de 7 familles. Intitulé « Tu la connais ? », ce jeu propose de faire découvrir aux enfants (et aux plus grand-es) des femmes ayant marqué l'histoire, dans tous les domaines et à toutes les époques, sur le principe universel du jeu de mémoire et d'observation. Le jeu sera disponible à partir du 20 décembre : une occasion ludique et pédagogique de redonner une place digne de ce nom aux actrices de l'Histoire ! [Pour le commander c'est ici !](#)

« Si on vous dit que le premier programme informatique a été développé par une femme... Ou que la personne à l'origine du système GPS n'est pas un geek mais une femme... Vous y croyez ? » Le **CORIF** (Conseil, recherche, ingénierie et formation pour l'égalité femmes-hommes) a lancé une application baptisée « [WIN - Women In Numérique](#) » afin de tester les idées reçues liées au numérique et à l'informatique. Cette application s'intègre dans une démarche globale d'éducation non genrée aux métiers du numérique.



Dans un communiqué du 12 décembre, la **Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF)** et **l'Association des Femmes Huissiers de Justice de France (AFHJF)** annoncent qu'elles signent le 13 décembre au Ministère de la Justice, une convention partenariale nationale portant sur 5000 actes réalisés à titre gratuit, en particulier pour les femmes ayant de faibles ressources.

## Publications

Sous le titre « Le problème du consentement », *L'Humanité* du 22 novembre signalait la sortie de *On ne naît pas soumise, on le devient* de Manon GARCIA (éd. Flammarion). Selon le résumé de la maison d'édition, « Même les femmes les plus indépendantes et les plus féministes se surprennent à aimer le regard conquérant des hommes sur elles, à désirer être un objet soumis dans les bras de leur partenaire, ou à préférer des tâches ménagères – les petits plaisirs du linge bien plié, du petit-déjeuner joliment préparé pour la famille – à des activités censément plus épanouissantes. Ces désirs, ces plaisirs sont-ils incompatibles avec leur indépendance? Est-ce trahir les siècles de féminisme qui les ont précédées? Peut-on attendre que les hommes fassent le « premier pas » et revendiquer l'égalité des sexes ? Les récents scandales sexuels qui ont agité le monde entier ont jeté une lumière crue sur ces ambivalences et sur l'envers de la domination masculine : le consentement des femmes à leur propre soumission. Tabou philosophique et point aveugle du féminisme, la soumission des femmes n'est jamais analysée en détail, dans la complexité des existences vécues. Sur les pas de Simone de Beauvoir, Manon Garcia s'y attelle avec force, parce que comprendre pourquoi les femmes se soumettent est le préalable nécessaire à toute émancipation ».



## Agenda



**Samedi 15 décembre** – Le collectif « Droits humains pour tou·tes » organise la troisième édition de son concours d'éloquence. Cette année, le thème est : [« Droits de l'Homme » : une violence contre les femmes](#). Le concours se déroulera à l'Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris, à la suite de la journée internationale des Droits de l'Homme le 10 décembre.

**Mardi 15 janvier 2019** – Le **Laboratoire de l'égalité** organise un colloque à Paris sur le thème « Femmes et retraite : état des lieux, enjeux et perspectives » en présence de Jean-Paul Delevoye, Haut-Commissaire à la Réforme des retraites. Les modalités d'inscription seront transmises prochainement. Notons que l'association lance un projet participatif [#VigilanceFemmesEtRetraite](#) pour mener à bien cet événement. La présidente du Laboratoire de l'Égalité, Olga TROSTIANSKY, tire la sonnette sur les inégalités criantes entre les femmes et les hommes au moment où ils prennent leur retraite dans un article publié sur le site de *Challenges* : [« Réforme des retraites: un énorme enjeu pour les femmes »](#).

Laboratoire  
de l'Égalité



**Mardi 22 janvier 2019** – Comment les femmes sont-elles concernées par la « révolution numérique » ? Un Café de **l'Institut Émilie du Châtelet** se tiendra sur le thème [« Les femmes et les réseaux sociaux: entre moyens d'action et de solidarité et cybersexisme »](#).

**Samedi 26 janvier** – Suite à la mobilisation exceptionnelle du 24 novembre, **#NousToutes** propose de se retrouver, à Paris, pour une [« Rencontre nationale »](#), une grande journée de formations, d'échanges, de débats et d'organisation d'actions.

Rencontre  
nationale  
#NousToutes

## Revue de presse

**HARCÈLEMENT** – *Europe 1* a mis en ligne un sujet sur les messages de haine et d'appel au viol et à la violence reçus par Marie LAGUERRE, la jeune femme agressée cet été dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris (veilles des 9, 31 août et 7 septembre). L'agression sexiste avait été médiatisée grâce à l'action de la jeune femme. Mais depuis qu'elle a dénoncé les faits elle subit une violence quotidienne profondément sexiste sur ses messageries et sur les réseaux sociaux. Harcelée en ligne et menacée de mort, Marie LAGUERRE a déposé plainte.



**UNIVERSITÉS** – Plus d'une centaine d'universitaires, venus de toutes les disciplines, appellent à témoigner des violences sexistes ou sexuelles dans l'enseignement supérieur et la recherche, grâce aux réseaux Tumblr SupToo et #SupToo. Dans une tribune titrée « [Violences sexuelles: dans l'enseignement supérieur et la recherche aussi, #SupToo !](#) » publiée sur *Médiapart* le 6 décembre, les signataires expliquent : « Loin d'être des lieux préservés, nos établissements sont des espaces où les circonstances aggravantes, d'abus d'autorité et de dépendance, sont au cœur même des fonctionnements institutionnels ».

**ABUS** – « Parce que les victimes subissent rien de moins qu'une agression ou un viol, il est impropre d'utiliser encore ce mot minimisant d'« abus » ». Jérôme ROUSSELLE, avocat au Barreau de Paris, signe une tribune dans *Libération* du 4 décembre sous le titre « Pourquoi l'abus sexuel sur mineur est un abus de langage ».

**GILETS JAUNES** – Selon *L'Humanité* du 6 décembre, « en première ligne, les femmes sont nombreuses à endosser le gilet jaune. Le journal évoque « le reflet de la place qu'elles ont gagnée dans la société, mais aussi des injustices qu'elles dénoncent ». *Paris Match* du même jour se penche également sur « les femmes en première ligne » dans le soulèvement des Gilets jaunes. L'hebdomadaire a suivi deux d'entre elles, des « gauloises réfractaires », de leur rond-point près de Sens à l'avenue de Friedland le 1<sup>er</sup> décembre dernier : « dans nos vies au compte-gouttes, on fait attention à tout, on calcule, on jongle avec les aides, on est fatigué de travailler pour rien », explique l'une d'elles. « Avec la révolte sociale des gilets jaunes, la lutte des femmes continue », reprend le quotidien communiste le 13 décembre qui publie un texte collectif de quatre militantes féministes qui « soulignent le rôle et la place que jouent les femmes et fustigent la morgue du pouvoir macronien ». *Le Figaro* du 13 se penche également sur « Ces femmes « gilets jaunes » qui ont investi les ronds-points ».



**PROFESSIONS DE SANTÉ** – « Les femmes seront bientôt majoritaires parmi les médecins » (*La Croix* du 5 décembre). Selon une enquête de l'**Ordre des médecins**, 47 % des médecins sont désormais des femmes, un chiffre qui ne cesse d'augmenter. Chez les généralistes de moins de 40 ans, on compte 64 % de femmes (veilles des 30 avril 2012 et 20 octobre 2017). « Manque de considération, violences gynécologiques : sept étudiants sages-femmes sur dix souffrent de dépression », selon une enquête de l'**Association des étudiants sages-femmes**, dévoilée par *France info* le 5 décembre. À rajouter au dossier une tribune publiée par *Libération* le 6 décembre sous le titre « Pour une médecine non-sexiste respectueuse de nos corps, de nos droits et de nos choix ! » « Nous, femmes, voulons dire stop aux violences gynécologiques et obstétricales. (...) la parole se libère, les témoignages se multiplient pour dénoncer tous les abus, y compris ceux du pouvoir médical. Brisons ensemble le déni qui entoure ces violences ! », s'exclament les signataires. Et c'est là qu'on apprend qu'à un congrès de gynécologues, « [une diapositive compare les femmes à des juments](#) » (*France Info* le 10 décembre).

**PAUVRETÉ** – Alors que le **Secours catholique** alerte une nouvelle fois [dans son rapport annuel](#) sur la recrudescence de la pauvreté des femmes (*L'Humanité* du 9 novembre), selon *La Croix* du 6 décembre, « à Paris, plusieurs refuges entièrement féminins vont ouvrir d'ici à la mi-décembre ». Le quotidien rappelle que « plus encore que les hommes, les femmes sans domicile ont du mal à trouver un lieu où passer la nuit en sécurité » et donne la parole à Florent GUEGUEN, directeur de la **Fédération des acteurs de la solidarité** : « Les femmes à la rue, surtout quand elles sont seules, sont particulièrement exposées aux violences. Mais elles refusent souvent d'aller dans des lieux d'hébergement mixtes par crainte des agressions ». Signalons ici un sujet publié par le *Huffpost* sur deux associations (**Règles Élémentaires** et **Féminité Sans Abri**) dont l'objectif est d'offrir aux femmes SDF des protections périodiques. Signalons qu'un [amendement au Projet de loi de finance](#) prévoyant, au sein de deux régions volontaires, une expérimentation de libre distribution de protections périodiques dans différents lieux accueillant du public, notamment les plus vulnérables, a été retiré au **Sénat**. La ministre des Solidarités et de la Santé s'est engagée à trouver un dispositif, d'ici la prochaine loi de finances, pour améliorer « la disponibilité » des protections hygiéniques pour les femmes en situation de précarité (*Le Figaro* du 6 décembre).



**SPORTS** – Les **Ballons d'or**, qui récompensent les meilleurs joueurs de football de l'année, récompensaient cette année pour la première fois les meilleures joueuses. La cérémonie qui se déroulait le 3 décembre au Grand Palais a été entaché par une blague sexiste du DJ Martin Solveig, qui animait la soirée, osant un « Savez-vous twerker ? » à la gagnante du ballon d'or la joueuse norvégienne Ada HEGERBERG (photo). On signalera les réactions de Hugh GRANT qui Tweete « Mais savez-vous twerker ? » accompagné d'un cliché de la physicienne Marie CURIE - prix Nobel de chimie et physique, ou de Andy MURRAY qui dénonce « le niveau irréal de sexisme » dans le sport.

**MUSIQUE** – On avait adoré « Ruin » en 2012, Charlyn Marie « Chan » MARSHALL, alias **Cat Power**, revient sur disque et sur scène. Sous le titre « Je suis née avec le blues » (les références de la chanteuse étatsunienne vont d'Aretha FRANKLIN à Bob DYLAN), *Le Soir* du 26 octobre lui consacrait une pleine page. « Sincère, touchante, mais sans cesse au bord du précipice, on sent que Chan Marshall, alias Cat Power depuis son premier album en 1995, marche en permanence en équilibre sur un fil ». Au sujet de sa chanson « [Woman](#) », elle explique au journal qu'elle ne devait pas figurer sur le disque, mais que c'est son amie Lana DEL REY (Veille du 25 janvier 2012) qui l'a poussé à l'enregistrer avec elle. « Faire cette chanson ensemble m'a aidée », explique Cat Power. « Comme on était deux femmes, j'ai senti que ça pouvait parler aux femmes à travers le monde. Les femmes sont seulement aujourd'hui en train de créer leur propre langage, de décider de nouvelles perspectives, de nouvelles mentalités. C'est un langage créatif qui sera écrit avec nos propres mots pour décrire notre identité. C'est ce qu'on nous a jusqu'ici empêché d'avoir. Ce n'est pas une révolution, c'est un nouveau langage ».



Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) - [Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes](#)  
Veille réalisée avec les outils de la Délégation à l'information et la communication des ministères sociaux (DICOM) - Photos © DR